



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

République centrafricaine

Question au Gouvernement n° 791

Texte de la question

SITUATION EN CENTRAFRIQUE

M. le président. La parole est à M. Nicolas Bays, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Nicolas Bays. J'associe notre collègue Jean-Pierre Dufau à cette question.

Monsieur le ministre des affaires étrangères, les yeux du monde sont rivés sur le Mali où, dans le cadre de l'opération Serval, la France, ses partenaires africains et la communauté internationale protègent la liberté d'un peuple ami.

En Afrique centrale, un autre pays est le théâtre d'une instabilité préoccupante. Il s'agit de la République centrafricaine. À la fin du mois de mars, le président Bozizé a été renversé par un mouvement rebelle, la Séléka. Le chef des rebelles, Michel Djotodia exerce depuis lors les fonctions de président.

La situation à Bangui et en Centrafrique est aujourd'hui chaotique. Un climat d'insécurité s'est instauré alors que les pillages, les tirs et les exactions se multiplient, transposant dans la rue les rivalités politiques et militaires des derniers mois.

Monsieur le ministre, la France soutient l'initiative de la Communauté économique des États d'Afrique centrale, actuellement sous présidence tchadienne. Un sommet doit se tenir demain à N'Djaména et le président Déby organise des discussions pour définir les conditions d'une sortie de crise consensuelle permettant d'aplanir les conflits entre les différentes parties.

Ces démarches sont essentielles pour rétablir la sécurité en République centrafricaine et dans l'ensemble de la zone.

Mes chers collègues, nos ressortissants à Bangui y sont particulièrement sensibles. À travers la gestion de ce dossier, la majorité de gauche prouve une fois de plus qu'elle rompt avec une conception datée de la politique africaine. (*Murmures sur les bancs du groupe UMP.*)

Pouvez-vous nous dire, monsieur le ministre, comment la France entend accroître la mobilisation de la communauté internationale pour bâtir une solution stable de nature à résoudre la crise qui secoue la République centrafricaine ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères*. Monsieur le député Bays, vous posez une question totalement légitime. J'ai eu en fin de matinée, au téléphone, notre ambassadeur à Bangui.

M. Lucien Degauchy. Il va bien ?

M. Laurent Fabius, *ministre*. Je puis ainsi vous faire part de l'état de la situation.

Sur le plan de la sécurité, la situation est extrêmement tendue et inquiétante. Nous Français - et mes services travaillent en liaison avec ceux du ministère de la défense -, disposons de deux compagnies sur place et d'une compagnie à Boali. Elles tiennent l'aéroport, ce qui est très important pour assurer la fluidité du trafic. Elles circulent en ville, assurent la sécurité des points de ravitaillement et, bien sûr, protègent l'ambassade. Quant aux forces multilatérales de la FOMAC, elles rencontrent des difficultés.

D'après les renseignements fournis par notre ambassadeur, on constate de nombreux pillages, de nombreux morts et une très grande inquiétude.

Sur le plan politique - et tout vient de là -, le chef d'État autoproclamé, M. Djotodia, a annoncé des mesures qui ne changent pas la réalité de la situation. Le Premier ministre essaie pour sa part de travailler autant qu'il le peut

dans le bon sens.

Comme vous l'avez souligné, monsieur le député, demain aura lieu à N'Djamena une réunion concernant l'ensemble de l'Afrique centrale. La France a déclaré qu'elle était évidemment disponible pour appuyer tout effort pour en revenir à la stabilité ; mais il faut mettre en place des autorités légitimement reconnues, ce qui n'est pas le cas du président actuel.

Sécurité, stabilité, liberté, voilà le triptyque sur lequel nous allons continuer de travailler. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. Franck Gilard. Comme pour la France !

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Bays](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 791

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [18 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 avril 2013](#)